



A l'occasion de la sortie de son dernier livre, « Le Conflit, la femme et la mère », Elisabeth Badinter se retrouve au centre de la polémique car elle met une fois de plus le doigt où cela fait mal : organisation encore patriarcale de la société, impossibilité laissée à la femme de se réaliser en tant qu'individu tout en assumant sa volonté de maternité, le tout à partir d'une vision où l'économie prime sur tout et contraint la Femme bien plus que l'homme. A la femme, les temps partiels imposés, les inégalités salariales, la précarité... Ce qui influe fatalement sur les différentes facettes de la vie d'une femme.

Je n'aurais pas l'orgueil de vouloir prendre la défense d'Elisabeth Badinter, d'autant que la philosophe et militante le fait très bien elle-même. Je veux juste m'arrêter sur un point : la question de la garde des enfants, domaine dans laquelle Elisabeth Badinter pointe les responsabilités de l'Etat. La question d'un service public de la petite enfance participe au premier chef de l'émancipation des femmes dès lors que les moyens sont mis en œuvre pour permettre l'accueil du plus grand nombre d'enfants comme pour offrir des amplitudes horaires d'ouverture adaptées aux nouveaux besoins générés par la modification des modes de vie autant que de travail.

Accueillie par France Inter, ce matin, Elisabeth Badinter a donc voulu interpeller les élus et, plus largement, les candidats aux élections régionales sur la mise en place éventuelle d'un service public de la petite enfance. « A l'occasion de ces élections, je n'entends pas de revendications de femmes sur la construction de crèches. Et même si c'est du ressort municipal, on pourrait en

parler à l'occasion des régionales. J'ai envie d'interpeller les hommes politiques : qu'est-ce que vous faites pour les femmes ? », a précisé la philosophe.

Moi, je dis chiche. Puisque les Régions disposent de la clause de compétence générale qui leur permet d'intervenir dans tous les domaines de l'action publique, puisqu'en Île-de-France les listes d'attente pour confier son enfant en crèche ne font que croître, lançons un grand service public régional, dans un premier temps, pour construire les crèches dont nos concitoyens ont besoin aujourd'hui, avec les personnels formés pour accueillir les enfants dans les meilleures conditions.

Ce n'est qu'ainsi que nous permettrons à la moitié de l'Humanité de « vivre pleinement leur vie de femme et leur vie de mère ».

{ddrfs}